

Une situation Économique catastrophique dans la bande de Gaza en 2014

Description

Une situation Économique catastrophique dans la bande de Gaza en 2014

Par Ziad Medoukh, le 16 janvier 2015

[economy1](#)

L'année 2014, dans la bande de Gaza, a été marquée par le maintien du blocus israélien inhumain imposé de façon illégale par les forces de l'occupation depuis plus de sept ans, mais aussi, notamment par une nouvelle offensive militaire, en août 2014, sur cette région isolée, la troisième offensive en cinq ans, et la plus meurtrière, ce qui aggrave une situation déjà difficile pour toute la population civile, dans tous les domaines.

Sur le plan Économique, la situation ne cesse de s'aggraver avec les conséquences dramatiques du blocus et de la dernière agression qui ont causé l'augmentation du chômage, et du niveau de pauvreté, sans oublier l'incapacité de bâtir une véritable Économie dans la bande de Gaza.

Pour beaucoup d'économistes, l'année 2014 est considérée comme la plus catastrophique pour l'Économie palestinienne depuis 20 ans

L'Économie de la bande de Gaza souffre d'une crise très grave due aux agressions israéliennes et au blocus. Cette situation empêche tout développement Économique en faillite qui ne trouve pas les ressources nécessaires pour sortir d'une crise qui touche tous les secteurs.

On peut d'abord qualifier la dernière attaque israélienne sur Gaza, attaque qui s'ajoute au blocus, de punition collective contre plus de 1.8 millions d'habitants qui vivent dans le chômage, la pauvreté et la précarité, et qui se battent quotidiennement pour survivre et rester dignes sur leur terre.

La fermeture totale des passages commerciaux qui relie la bande de Gaza au monde extérieur depuis 2007, et son ouverture aléatoire, sporadique arbitraire et partielle, ont rendu l'Économie gazaouite chaotique, sans aucun espoir de redressement, tous les secteurs Économiques sont paralysés en raison de l'arrêt complet de tous les projets en cours.

Nous allons essayer, dans cet article, de parler des conséquences Économiques de la dernière offensive israélienne et du blocus, sur la vie des habitants de cette région, en 2014, la plus peuplée du monde, une région oubliée, voire abandonnée, une région en souffrance permanente.

Les chiffres et statistiques de cet article sont datés de novembre- décembre 2014. Ils proviennent d'organisations internationales telles que le bureau des Nations-Unies pour les réfugiés

palestiniens-UNRWA-, le Programme des Nations-Unies pour le Développement, la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Travail, le comité national de la reconstruction de Gaza, le ministère palestinien de l'Economie et du Commerce, et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Gaza.

Les pertes et les dégâts économiques directs de la nouvelle agression israélienne en juillet-août 2014 sont :

• La destruction de 20.000 logements avec plus de 100.000 personnes sans-abris

• 120 usines détruites

• 3 banques visées

• 2 hôpitaux bombardés

• 60 bateaux de pêche détruits

• 600 petites et moyennes entreprises détruites totalement

-30 fermes agricoles détruites

• 40 puits d'eau détruits

-Des terres agricoles vastes

-300 sites industriels détruits

Ces pertes ont aggravé la situation économique pour toute une population civile, et ont même rendu les projets de reconstruction très difficiles, avec des conséquences économiques dramatiques qui ont paralysé l'économie locale.

Les conséquences économiques de cette nouvelle offensive israélienne se manifestent par :

• Un recul des indicateurs de l'économie palestinienne, car l'économie de la bande de Gaza contribue pour 43% au PIB palestinien. Cette situation a rendu l'économie palestinienne dépendante de l'économie israélienne et de l'aide internationale. Le pouvoir d'achat est devenu très faible pour les Gazaouis.

-L'infrastructure civile : 30% de l'infrastructure civile de la bande de Gaza a été détruite sans aucun espoir de reconstruction immédiate.

• Les pertes financières directes ou indirectes dues à cette agression dépassent 5 milliards d'euros.

• Le secteur privé a été le secteur le plus touché, ce secteur qui employait environ 90.000 personnes avant 2014, et qui représentait 45% du marché de travail dans la bande de Gaza, est actuellement paralysé. A cause de la destruction de 90% des usines, des entreprises privées et des ateliers, avec l'interdiction d'entrer de matières premières pour tous les projets et plus de 700 installations industrielles fermées sans réouverture, avec la fermeture définitive en juillet

2014 de la seule zone industrielle du nord de la bande de Gaza , après la destruction de toutes ses usines, à cause de tout cela, le secteur privé emploie actuellement moins de 10.000 personnes

Le secteur de l'agriculture qui employait 30.000 travailleurs a aussi touché. Actuellement, 4500 personnes, seulement travaillent- avec une baisse permanente de revenu- Ce secteur souffre, en dehors de la destruction des terres agricoles et des fermes, de l'interdiction israélienne permanente de faire exporter les produits agricoles de Gaza connus pour leur qualité, notamment les fraises, les tomates et les oranges, vers les marchés externes. Sans oublier la diminution des terrains cultivables, des espaces ayant été détruits par les différentes incursions israéliennes sur les différentes régions de la bande de Gaza. La surface cultivée a diminué de 30% en 2014. Les pertes agricoles quotidiennes à cause de la non exportation des produits agricoles vers l'étranger est de 70.000 euros par jour. Conséquence grave: beaucoup de personnes sont en train d'abandonner leur terre agricole à cause de ces pertes, cette terre est remplacée par des constructions et des bâtiments. Une autre raison, la décision israélienne de porter les zones tampons, au nord et au sud de la bande de Gaza, à 500 mètres, a conduit à la désertification dans le secteur agricole. De plus, la mort de beaucoup d'animaux a rendu l'élevage très difficile, et les prix ne cessent d'augmenter. Les pertes du secteur agricole ont dépassé 500 millions euros

Avant 2014, la zone cultivée dans la bande de Gaza s'élevait à 150 000 mètres carrés. Actuellement, il est estimé que 40 % de la zone cultivée, dont des vergers et des serres, ont été gravement affectés. Selon le rapport de la Chambre du Commerce de Gaza, le coût de l'impact sur les moyens de subsistance des agriculteurs, combiné à celui des mesures de nettoyage nécessaires, s'élève à environ 10 millions d'euros.

L'industrie: 90% des usines existantes sont fermées sans réouverture à cause de la destruction de plus de 300 sites industriels, et du manque de matières premières, d'exportation, d'importation. La bande de Gaza est connue pour ses industries de qualité, notamment les vêtements, le tissu et le bois, les pertes dans ce secteur depuis juillet 2014 sont de 10 millions d'euros par mois.

Le secteur de la pêche souffre énormément des attaques permanentes de la marine israélienne. Les pêcheurs Gazaouis sont interdits de dépasser 400 mètres dans l'eau de Gaza, ces restrictions et ces limites ont influencé ce secteur et plus de 1000 pêcheurs, soit, ont changé d'activités, soit, travaillent avec un revenu minimum.

Le chômage a augmenté, le taux de chômage a dépassé les 70% en novembre 2014, mais le phénomène le plus dangereux est la hausse du chômage chez les jeunes de moins de 30 ans, qui atteint 83%. Suite à la dernière attaque israélienne, plus de 20.000 personnes s'ajoutent aux chômeurs

La pauvreté. 65% de la population de Gaza vit en dessous de seuil de pauvreté depuis Juillet 2014

-L'augmentation du nombre de personnes qui dépendent des organisations humanitaires. Selon les sources du bureau des Nations-Unies pour les réfugiés palestiniens à UNRWA- dans la bande de Gaza, plus de 900.000 personnes ont bénéficié du programme de l'aide alimentaire géré par le bureau, ce programme a élargi ses services pour cibler les citoyens et non seulement les réfugiés.

-Les passages commerciaux : Actuellement, par jour, 150 à 200 camions entrent à Gaza via le seul passage commercial ouvert cinq jours par semaine, ce passage se situe au sud de la bande de Gaza, mais la moitié de ces camions sont pour les organisations internationales et leurs projets de reconstruction d'écoles et de stations d'eau. Parmi ces camions, 5 ou 6 seulement contiennent des matériaux de construction notamment le ciment. Ce passage se ferme sous n'importe quel prétexte, par décision israélienne, sans prendre en considération les besoins et normes de la population civile.

Gaza n'a droit qu'à 90 produits au lieu de 750 avant le blocus, quelques produits et médicaments n'entrent pas, ce qui a aggravé la situation. Selon les estimations des organisations internationales, la bande de Gaza a besoin de 700 camions par jour pour répondre aux besoins et normes d'une population en augmentation permanente. Sans oublier la liste de 120 produits toujours interdits d'entrer par ordre militaire israélien.

Cette fermeture a empêché la libre circulation des importations et des exportations des biens et produits de Gaza, en particulier les matières premières et les produits semi-finis.

L'électricité : La seule centrale électrique qui a été bombardée lors de la dernière agression, fonctionne avec seulement 20% de sa capacité, beaucoup d'usines sont fermées à cause du manque du courant électrique et du carburant.

L'eau : Les dommages causés aux canalisations d'eau et d'assainissement ont été immenses. En octobre 2014, plus de la moitié des Gazaouis n'avait plus aucun accès à l'eau.

Les tunnels : La destruction de 1600 tunnels à la frontière avec l'Égypte a aggravé la situation économique des Gazaouis qui comptaient beaucoup sur les produits égyptiens les moins chers et les plus disponibles, sans oublier la diminution de l'arrivée des délégations internationales et des convois de solidarité via le passage de Rafah, qui a causé la baisse du soutien direct à la population. Actuellement, les Palestiniens de Gaza comptent seulement sur les produits israéliens connus pour leurs prix très élevés.

Les conséquences de la dernière offensive et cette situation marquée par des difficultés économiques obligent beaucoup d'habitants à aller récupérer des matériaux dans les zones tampons au nord et au sud de la bande de Gaza, des zones dangereuses contrôlées par l'armée de l'occupation israélienne qui n'hésite pas à tirer, causant en 2014 la mort de plusieurs personnes.

Et la reconstruction de Gaza après l'offensive !

Après cinq mois de la fin de la nouvelle offensive israélienne d'août dernier, aucun projet de reconstruction n'a commencé.

Le gouvernement israélien refuse l'ouverture des passages et maintient son blocus sur Gaza. Les organisations internationales n'arrivent pas à faire pression sur ce gouvernement, et les Palestiniens de Gaza sont dans l'attente.

Seulement 2% de l'argent promis lors de la conférence sur la reconstruction de la bande de Gaza les 11 et 12 octobre 2014 au Caire.- 5.6 milliards dollars promis- est versé soit directement à

l'â??autorité palestinienne qui se heurte à l'â??normes difficultés pour mener des projets de reconstruction, à cause des mesures israéliennes d'une part et des divergences politiques entre les différents partis palestiniens d'autre part, soit aux organisations internationales qui s'intéressent surtout à distribuer des aides alimentaires aux sans abris plutôt que de commencer la reconstruction des maisons détruites.

Le plan Siry de le responsable des Nations-Unies qui prévoit l'entrée de quelques camions de ciment par jour à Gaza sous contrôle israélien- a donné une légitimité internationale au blocus et a permis à Israël d'engranger des profits supplémentaires.

On est passé suite à cette situation catastrophique dans la bande de Gaza d'une économie familiale non-violente à une économie dépendante d'Israël et des organisations internationales.

La division et la surcharge des fonctionnaires des deux gouvernements celui de Gaza- 40 000 postes civils et militaires- et celui de Ramallah de 130 000, parmi eux 70 000 de Gaza- a aggravé la situation économique

Une autre raison aggrave la situation économique dans les territoires palestiniens en général et dans la bande de Gaza en particulier : le gouvernement israélien doit transférer 100 millions de dollars chaque mois à l'autorité palestinienne, ce sont les taxes prélevées par Israël sur les importations et exportations palestiniens dans les ports et aéroports israéliens, et quand il y a une tension dans les relations, par exemple la demande palestinienne au Conseil de sécurité pour une résolution de fin d'occupation, Israël refuse de verser cette somme à l'autorité qui se trouve incapable de payer les salaires de 130 000 fonctionnaires, parmi eux 70.000 de Gaza.

Ces conséquences économiques sur la population montrent une fois de plus que le véritable objectif de cette nouvelle offensive israélienne, et cela devant le silence complice de la communauté internationale officielle, est de casser la volonté remarquable et la patience extraordinaire de cette population, en pleine résistance malgré un blocus qui dure et qui dure, et malgré différentes agressions israéliennes.

Les questions qui se posent au début de cette nouvelle année :

Quand la reconstruction de Gaza commencera-t-elle ?

Jusqu'à quand ce blocus israélien inhumain contre la population civile de la bande de Gaza ?

Jusqu'à quand la souffrance des Palestiniens de Gaza ?

Jusqu'à quand cet impunité d'Israël ?

Et jusqu'à quand le silence international officiel ?

date créée
2015/01/17